

Questions orales

façon tout à fait injuste, selon moi, le processus. J'ai cherché à obtenir à l'extérieur du ministère de la Justice l'avis indépendant de l'un des principaux criminalistes du pays et anciens juges de la Cour suprême du Canada.

Je suis tout à fait prête à accepter des propositions tendant à rendre le processus plus. . .

M. le Président: Nous devrions passer à autre chose, selon moi.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Alan Redway (Don Valley-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, qui sait pertinemment que la valeur élevée du dollar canadien nuit gravement aux exportateurs de produits manufacturés.

Le ministre des Finances a-t-il dit au gouverneur de la Banque du Canada qu'en réduisant l'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains au niveau où il se situait pendant les années 70, nous pourrions faire baisser la valeur du dollar canadien et créer des emplois au lieu de les supprimer? Si le ministre n'a pas encore dit cela au gouverneur, le fera-t-il sans tarder?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens à assurer au député que je rencontre régulièrement le gouverneur de la Banque du Canada. Je pense que le député conviendra avec moi que les conditions monétaires se sont beaucoup assouplies.

Au Canada, les taux d'intérêt ont baissé de 5,33 p. 100 depuis le plafond de l'année dernière. L'écart a diminué considérablement, passant de bien plus de 5 p. 100 à moins de 3 p. 100, et il continue de baisser. Cette diminution des taux d'intérêt et l'assouplissement des conditions monétaires donnent des résultats positifs.

Le problème, c'est que nous devons continuer de lutter contre l'inflation, de sorte qu'en réduisant l'inflation et les pressions inflationnistes, nous abaissions encore davantage les taux d'intérêt. C'est la voie sur laquelle nous nous engageons actuellement.

Je pense que le député conviendra que l'économie est relancée; nous prévoyons que cette relance se poursuivra pendant le deuxième semestre et au cours de l'année prochaine. Cela donnera donc des résultats positifs pour tous, comme ce fut le cas dans le secteur de la construc-

tion domiciliaire, dans l'industrie automobile, dans la confiance dans. . .

M. le Président: Il est temps de poursuivre.

* * *

L'INDUSTRIE DE LA POMME DE TERRE

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture.

L'industrie de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard a subi un dur coup à cause de la présumée présence d'un virus qui a interdit toute exportation de ce produit dans le reste du Canada et aux États-Unis.

Comme le ministre le sait maintenant, son ministère a commis une bourde. En effet, on n'a pas établi la preuve que la souche du virus était présente dans un seul des 96 cas relevés cette année.

Le ministre reconnaîtra-t-il que ce sont là les faits?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur le Président.

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, je crois que le ministre devrait être informé, comme l'a été le ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, qu'il y a eu une réunion du comité canado-américain et que, des 96 cas où l'on a relevé la présence du virus PVY-N cette année, la souche n'a pu être isolée dans aucun.

Qu'est-ce que le ministre entend faire à ce sujet et quelles mesures a-t-il adoptées pour permettre l'exportation des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard dans le reste du Canada et aux États-Unis?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je fais remarquer au député qu'effectivement, il y a eu une rencontre d'un groupe binational qui a réuni des spécialistes du monde entier qui connaissent les virus PVY, PVY-N, PVY-O, PVY-X. Le député a raison d'affirmer qu'un spécialiste a fait une déclaration à ce groupe binational. Toutefois, il est inexact de dire que le groupe binational a jugé qu'il ne s'agissait pas du virus PVY-N.

Or, quelle que soit la souche du virus, les États-Unis en interdisent l'entrée.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

M. Garth Turner (Halton-Peel): Monsieur le Président, chaque jour qu'elle dure la grève de l'Alliance de la Fonction publique permet au gouvernement d'épargner des millions de dollars sur les salaires des fonctionnaires.